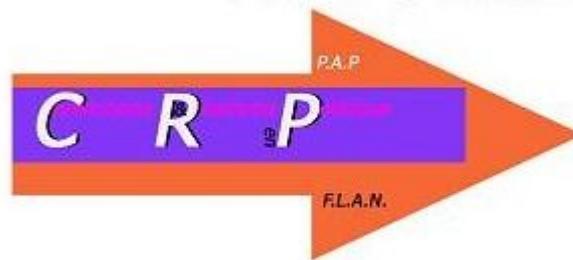


# La paix mondiale

deuxième partie du Projet de Paix perpétuelle de Megalo Paul



## **B°) La paix dans le monde**

### **1. Le rôle politique de la France dans le monde**

*« A quoi bon travailler à une constitution civile réglée par la loi entre les particuliers, c'est-à-dire à la mise en place d'une communauté? La même insociabilité, qui contraignait les hommes à cette tâche, est la cause [qui fait] que chaque communauté, dans les relations extérieures, c'est-à-dire en tant qu'État en rapport avec les [autres] États, se trouve en liberté naturelle, et par suite, doit attendre des autres [États] les mêmes maux qui accablaient les particuliers et les forçaient à entrer dans un état civil réglé par des lois. La nature a donc aussi utiliser l'incapacité à se supporter [que manifestent] les hommes, et même les grandes sociétés et les grands corps politiques composés d'individus de ce genre, comme un moyen de découvrir, au sein même de l'inévitable antagonisme, un état de repos et de sécurité. »*

*Kant, Proposition VII, Idée d'une Histoire Universelle au Point de vue Cosmopolitique*

#### **§1. Pour une Europe forte et humaine :**

*L'Europe comme première étape vers une paix et une coopération mondiale :* Nous fondons beaucoup d'espoirs dans l'élaboration d'une constitution européenne garantissant un lien fort entre tous les états membres. Il est évident que ce lien ne doit pas être de nature seulement économique ; il doit aussi assurer aux citoyens européens des droits sociaux (les conditions et le temps de travail, un salaire minimum, le logement...) et des devoirs en matière d'écologie.

En cela, il faut rompre avec la politique qui a fait le jeu des ambitions personnelles des deux grands partis, en faisant porter la responsabilité des difficultés que nous rencontrons à l'Europe. En faisant partie de l'Europe, la France peut, si elle le veut, être plus forte, plus écoutée, plus sociale ; et, soit par envie de pouvoir, soit par impuissance d'idée, on voudrait nous faire croire le contraire.

La France trouve donc un double intérêt dans cette association : elle s'ouvre par là au monde et acquiert un poids plus important à travers son appartenance à la communauté européenne ; elle y trouve aussi des partenaires et des alliés privilégiés avec qui elle peut envisager un avenir plus juste et plus respectueux de l'environnement.

Qu'est-ce que l'Europe peut apporter à la France ? Avant tout, la paix. Grâce à l'axe franco-allemand, que nous voulons encore renforcer, l'Union Européenne a réussi à stabiliser les relents nationalistes, toujours vecteurs de peur, et qui nous mettent en danger de guerre. Avant tout, l'Europe nous a apporté la sécurité, et nous devons continuer dans ce sens.

Voilà pourquoi nous nous déclarons ouvertement favorables à la constitution d'une véritable armée européenne. Celle-ci doit permettre une mise en commun de l'effort militaire, des recherches technologiques et de la production de l'armement. Il est important de réaffirmer ici le rôle de cette armée européenne ; elle est à la fois préventive, humanitaire et doit agir en vue de la paix dans le monde.

Nous nous engageons donc à tout faire pour que le processus conduisant à un nouveau traité constitutionnel soit accéléré. Il faut engager des discussions avec les pays ayant signé « Le projet établissant une Constitution pour l'Europe », au nombre de 16, pour qu'ils n'aient pas l'impression d'une France arrogante qui veut tout régir et méprise leur « oui ». Mais nous ne voulons pas pour autant trahir le « non » français, qui exprimait aussi bien une lassitude

envers le pouvoir exécutif en place que de véritables interrogations sur le rôle et la place d'une Europe qu'ils jugent trop lointaine.

Aussi, il est urgent que le futur Président de la République explique les craintes françaises, et qu'un nouveau projet soit discuté de manière équitable, d'ici 2009, entre les partisans du « oui » et les partisans du « non », au niveau européen. Quitte à ratifier, par référendum, chaque étape, nous voulons que l'Europe sorte de l'impasse dans laquelle elle est entrée. Il faut réformer en profondeur, mais ne pas confondre vitesse et précipitation. Il faut être plus pédagogue envers ce que fait, chaque jour, l'Europe pour nous. Elle finance bon nombre de projets européens, que ce soit au niveau des lycées, des facultés, des entreprises. Elle est souvent associée à des missions d'intérêt public ; elle va délivrer peu à peu la France de sa charge financière due à une armée dont les moyens doivent être regroupés pour être plus efficaces et moins coûteux.

Ainsi, notre but est, si nous sommes élus, d'établir avec chaque Etat membre un calendrier où *chaque étape instaurant des modifications institutionnelles* soit l'objet d'un référendum, ou, pour les pays dont le référendum n'a qu'une valeur consultative, qu'il soit discuté sur le plan législatif. Petit à petit, l'Europe, étape par étape, doit pouvoir se construire, dans le respect des différences, dans la construction d'un idéal commun de Paix, de respect, et de démocratie.

La première étape doit concerner le mode de scrutin pour les décisions importantes. Nous sommes 26, et ni la présidence en alternance, ni les décisions prises à l'unanimité, ne peuvent être assurées dans ce cadre-là. Voilà pourquoi le rôle du Parlement doit être profondément renforcé ; et les modalités de ce renforcement discutées pour que les pays ayant voté « oui » à l'essai de constitution, comme ceux qui ont voté « non », puisse trouver leur compte. Voilà l'enjeu d'ici 2009.

Si nous sommes élus, le sujet européen sera au centre des débats, et, *à chaque décision institutionnelle, les français seront consultés par référendum*. Nous voulons ainsi donner un signe fort, à la fois à nos partenaires européens, et aux autres acteurs du monde : celui que le Peuple français veut une construction européenne, et qu'il n'y a pas de crise majeure sur ce sujet entre les dirigeants et le Peuple. Voilà pourquoi nous plaidons pour une Europe qui se construit lentement mais sur des bases sociales, sereines, pérennes.

En outre, nous ne voulons pas un élargissement de cette Union : si l'union fait la force, encore faut-il la réaliser autrement que dans les mots. Il faut un nouveau cadre décisionnel, sur le plan européen, et nous voulons placer le peuple français au centre de cette réforme, acteur paradigmatique d'une construction assurée et démocratique.

Enfin, l'harmonisation de notre politique énergétique, l'harmonisation de nos taxes sur les produits hors UE, et au sein de l'UE, et des engagements écologiques forts, sont des objectifs prioritaires. Il faut donc en premier lieu permettre à l'Union Européenne d'avoir la capacité à prendre des décisions, et, dans l'harmonisation de nos ressources et de notre politique fiscale, *donner de la force à cette Union*.

**§1b :** Il va de soi que le projet d'une armée européenne coûtera bien moins cher à la France. Certes, la France, dans un premier temps, tout comme chaque pays, gardera la totale gestion de ses troupes, et de la moitié de son matériel. Mais, concernant l'entretien de ce dernier, il nous semble judicieux de le faire prendre en charge de l'Union, et de nous acheminer vers une politique extérieure, sinon commune, du moins concertée. Réduire le budget pour chaque pays, augmenter notre cohésion diplomatique, voilà notre but.

## **§2. Pour un soutien actif aux pays en voie de développement :**

*L'annulation de la dette pour les pays démocratiques en voie de développement :* Pour les pays qui manifestent un véritable souci de la démocratie, et qui ne peuvent malheureusement pas se développer en partie à cause de la dette qu'ils ont contracté envers la France, nous nous engageons à annuler cette dette, sous 10 ans et en échange de certaines garanties assurant que l'argent ainsi gagné sera utilisé à bon escient. La suppression du Club de Paris et la création d'un tribunal international de la dette, impartial et chargé d'appliquer le droit international avec la plus grande diligence, nous apparaissent aussi essentielles.

*Le développement du commerce équitable :* Nous demandons un soutien et un renforcement des acteurs du commerce équitable, depuis les organisations de producteurs jusqu'aux réseaux de distribution. Nous encourageons fortement l'éducation au commerce équitable ainsi que son intégration dans les programmes scolaires.

En outre, nous voulons la promotion d'une législation protégeant le commerce équitable des risques de récupération du concept à des fins propagandistes par des acteurs irrespectueux de ses principes (création de labels sociaux sous le contrôle des pouvoirs publics). Cela va dans le sens général d'une implication des pouvoirs publics dans la reconnaissance des critères du commerce équitable que nous demandons. Par ailleurs, nous demandons la promotion d'une politique publique contribuant à rendre équitable l'ensemble du commerce international. De même, nous incitons l'OMC à se soumettre « *au respect des normes sociales et environnementales* ».

*Le droit des migrants :* La France a la capacité, et le devoir d'accueillir des gens en détresse. Nous préconisons une réforme de la législation de l'immigration et du droit d'asile sur les principes de respect des personnes et de leurs droits. Cela doit passer en partie par une restauration de la régularisation au bout de dix ans de résidence et nous entendons revenir sur les lois « Sarkozy » ayant précarisé la situation des immigrés de longue date. Nous remettons en cause les visas de court séjour et la logique répressive de contrôle des frontières extérieures de l'Union Européenne. Nous demandons l'accord de droits politiques aux résidents étrangers. Toutes ces mesures doivent bien sûr s'accompagner en amont d'une aide aux pays qui voit leur taux d'émigration augmenter de manière critique.

**§2b :** Symboliquement, une plus forte taxation sur les billets d'avion, pour lesquels M. Sarkozy ne finançait que l'aller simple, sera intégralement versée à ce triple objectif : développement des pays en difficulté ; un meilleur accueil des personnes résidant en France ; un commerce qui respecte les producteurs et qui responsabilise le consommateur. Nous n'excluons pas des amendes pour les entreprises qui font du profit dans un secteur où le commerce équitable est possible, et qui ne le font pas. Le capitalisme raisonné peut exister, et c'est la mission de l'Etat tel que nous le voulons que de le permettre.

## **§3. Réforme de l'ONU et des institutions financières :**

*Une participation plus active des pays du Sud :* Nous prôtons une réforme substantielle des Nations Unies induisant un rééquilibrage des rapports de force y compris au sein des Institutions Financières Internationales (IFI), dont le régime censitaire concentre actuellement le pouvoir de décisions entre les mains de quelques pays, ainsi qu'un changement des mécanismes du droit commercial afin d'assurer la primauté des droits humains sur le droit commercial. Nous ajoutons que l'ensemble des institutions financières internationales devra

se soumettre au droit international, à la charte de Nations Unies et aux obligations concernant la protection internationale des droits humains, des droits au développement et de l'environnement par le biais de mécanismes adéquats de contrôle, de suivi, d'évaluation et de sanctions.

**§3b** Nous insistons sur le fait que les sanctions seront évidemment reversées de manière équitable dans les contrôles concernant l'application de ce droit international.

#### **§4. Vers une paix mondiale :**

*Le désarmement du monde* : Nous demandons la promotion du traité international sur le commerce des armes, l'interdiction des armes à sous-munitions et le gel de la production des armes nucléaires.

*L'éducation de la non violence* : Nous souhaitons que la promotion de la paix et de la non-violence soient largement promues à l'école.

**§4b :** Nous renforcerons les sanctions financières sur l'importation d'armes interdites en France, et chaque trafiquant multirécidiviste se verra obligé de travailler pour des organismes d'intérêt général (de paix, d'écologie, ...), et les sanctions financières seront doublées et reversées intégralement aux projets écologiques et pacifiques que la France doit promouvoir dans le monde entier. En effet, nous voulons peser de tout notre poids pour que le commerce des armes de guerre soit gelé. A long terme, nous comptons donc, par notre force européenne, qui coûtera de moins en moins cher, ne proposer qu'une force dissuasive, à la condition expresse que chaque pays s'engage dans cette voie. Dans les 20 prochaines années, cela produira, par année, des économies équivalentes à la dette de la France sur les trois derniers mois de l'année.

## **2. Le rôle de la France dans le respect de la terre**

« On dirait qu'ils conçoivent l'homme dans la nature **comme un empire dans un empire.** »  
Spinoza, Ethique, Livre 2 (préface)

« Des rapports avec la terre basés exclusivement sur l'utilisation de celle-ci en vue de la croissance économique ne peuvent que mener à sa dégradation, en même temps qu'à la dépréciation de la vie humaine. » René Dubos, *Les dieux de l'écologie*

Notre société moderne de consommation **a déclaré la guerre à sa planète ; il est temps de faire la paix avec elle** par des mesures écologiques aussi exigeantes que nécessaires :

### **§1. Les économies d'énergie et la réduction des émissions de gaz en France:**

Il faut toujours commencer par balayer devant sa porte :

*L'orientation d'une politique consciente des changements à effectuer* : Nous défendons une anticipation immédiate de l'épuisement du pétrole, au profit des énergies renouvelables. Nous avançons le chiffre de 20% de part de l'énergie totale pour 2020 et 50% à plus long terme.

*Un Plan VERT pour les voitures* : le plan VERT (Véhicule Ecologique Remboursé au Tiers par l'Etat) doit permettre le remplacement des voitures polluantes, en fonction de normes évolutives de plus en plus exigeantes envers les constructeurs. Les véhicules de l'Etat, ainsi que les transports publics doivent continuer à donner l'exemple en utilisant des carburants peu polluants.

*L'augmentation du ferroutage* : cela reste un objectif écologique important, qui nécessite des moyens conséquents, et donc une volonté ferme de l'Etat dans le développement de ce type de transport.

*L'obligation du tri sélectif* : Il est aberrant de voir que la France n'a pas encore rendu un tel tri obligatoire, quand on connaît les économies énergétiques que celui-ci permet. En cas de non-respect, nous envisageons la possibilité d'amendes individuelles (pour les particuliers non respectueux) et à l'encontre des villes qui ne mettent pas le tri en œuvre (absence de containers à la disposition des habitants...).

*La sauvegarde du principe « pollueur payeur »* : Nous entendons défendre l'existence d'une amende systématique lorsque quelqu'un est pris en flagrant délit de pollution (jet de déchet ou de matière polluantes dans la rue, dans la campagne, dans nos eaux territoriales). D'autre part, les entreprises de bonne volonté seront aidées pour changer de comportement, par une *Prime du Changement Ecologique*.

*Un service citoyen d'écologie* : sur la base du volontariat, nous proposons l'existence d'opérations d'information, de nettoyage et de contrôle menés par des jeunes ou des personnes n'ayant pas d'emploi; ils ne seront pas payés spécifiquement pour cette tâche mais le temps passé à effectuer cette activité comptera pour le calcul de la retraite : il est normal qu'un citoyen ait une récompense financière de la part de l'Etat, dans 40 ans, quand il pourra jouir de sa retraite sur une terre qu'il aura contribué à sauver.

*La question du nucléaire* : nous comptons, en parallèle des recherches en la matière, faire un référendum sur la question.

*Le développement des habitats écologiques* : Nous comptons continuer à défiscaliser les matériaux écologiques de construction et à encourager par des baisses de TVA, l'installation de panneaux solaires, l'utilisation du bois et des isolants verts. Nous avons également comme objectif, sous dix ans, d'appliquer le label « Haute Qualité Environnementale» (HQE) à l'ensemble du parc immobilier public.

*Taxation sur l'importation des produits fabriqués ou importés par des pays ne respectant pas le protocole de Kyoto*. La T.V.A. pourrait alors se voir triplée pour ces produits, comme l'Allemagne a commencé à le faire pour les produits textiles venant de pays ne respectant pas les droits de l'homme. Parce qu'aujourd'hui, ne pas respecter ce que nous partageons, une planète, c'est ne pas respecter ce que nous sommes. Le système CLEAN sera donc appliqué strictement.

**§1b :** Le système que nous voulons mettre en œuvre s'auto équilibre ; il répond aux agressions du capitalisme envers la planète par une taxe financière décourageante pour les fraudeurs, de normes que nous voulons européennes. Il permet un encouragement financier pour les entreprises honnêtes, et permettra une évolution de notre mode de vie vers l'utilisation systématiques d'énergies propres et renouvelables.

## **§2. Les économies d'énergie et la réduction des émissions de gaz en Europe et dans le monde :**

*Une législation européenne en la matière :* nous demandons ainsi que la France et ses partenaires européens divisent par 4 leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050 en priorité grâce au développement des énergies renouvelables et à des mesures domestiques basées sur l'efficacité énergétique.

*Des pressions économiques envers les pays non signataires du protocole de Kyoto :* Ces pressions peuvent conduire, si rien ne change, à un boycott pur et simple de leurs produits d'exportation. Ces mesures doivent néanmoins prendre en compte les difficultés des pays émergents ou des pays dont l'instabilité politique ne permet la ratification du traité. Une économie plus juste, plus propre, plus rationnelle : voilà ce que nous volons promouvoir au sein du monde.

**§2b** : cf §1b.

## **§3. Le développement de l'agriculture biologique :**

*La création d'un nouveau ministère :* Nous proposons la formation d'un grand ministère regroupant les domaines de *l'Ecologie, de l'Energie et de l'Agriculture*, pour ne pas opposer des corps sociaux ; ce sont en effet des secteurs, qui ont tout à gagner à travailler ensemble. Ce ministère sera le n°2 du gouvernement, également Ministre d'Etat, comme le ministre de l'Education Nationale et de la promotion sociale.

*Le développement du BIO comme mode de production agricole :* Promouvoir le mode de production bio nécessite un engagement fort des pouvoirs publics. En effet, les agriculteurs ont besoin d'être soutenus, notamment lors de la période de conversion. Celle-ci dure 3 ans et les empêche de valoriser leurs produits en bio. Souvent marqué par une perte de rendements et des difficultés techniques, cette transition demande du soutien. Nous comptons donc reconduire l'« aide à la conversion » versées depuis 1998 aux producteurs bio, et adapter cette mesure au niveau européen. De plus, nous comptons faciliter le développement du bio en rendant gratuit la certification, à partir du moment où les normes sont manifestement respectées.

*La question des OGM :* Nous réaffirmons la nécessité de débattre et de légiférer en la matière, tout comme la nécessité de continuer les recherches. Comme dans tous les domaines de réflexion, il ne faut pas voir tout blanc ou noir et faire preuve d'un souci de pragmatisme, régulé par une éthique réfléchie. Bien sûr, manipuler génétiquement des organismes fait peur et semble manifester l'absence d'humilité de l'homme face à mère Nature ; bien sûr, la technique sans la raison critique est dangereusement irresponsable. La question des OGM doit donc bien être débattue, mais de façon intelligente. Pourquoi les OGM ne pourraient pas être utiles, s'ils sont bien utilisés ; c'est-à-dire à d'autres fins que le seul profit économique ? Ne peut-on pas penser que certains OGM pourraient être produits à des fins sanitaires et écologiques (c'est par ailleurs déjà le cas en ce qui concerne une variété de riz sensée réduire

des carences de certaines populations), et donc concourir à la paix mondiale ? Il est donc des plus urgent de légiférer avec discernement sur cette question. La loi actuelle est complètement absurde: elle ne permet pas de produire des OGM sur le sol européen mais n'interdit pas d'en importer. Aussi, le retard que les chercheurs européens prennent en la matière pourrait s'avérer critique dans quelques temps, et faire encore une fois dépendre l'Europe des Etats-Unis.

**§3b :** Voilà pourquoi l'Europe se doit de financer ces mesures ; si nous sommes élus, nous proposerons un sommet européen sur ces questions, symboliquement en Aveyron, terre de José Bové, à Millau, dont le Viaduc, mondialement connu, semble avoir relevé les défis esthétiques, technologiques, écologiques qui semblaient insurmontables. Le financement européen, aussi bien pour l'énergie que pour la recherche, n'est pas assez cohérent ; une politique commune doit être menée pour que, dès cette année, soient dégagés les fonds nécessaires pour préserver notre patrimoine écologique et pour développer notre potentiel d'exemplarité économique. Au lieu de ne penser qu'à guérir, l'Europe doit penser à construire ; et l'on ne construit bien, à 26, qu'ensemble. Les fonds existent, il faut qu'ils soient mieux orientés.

*Cette deuxième partie, plus succincte que la précédente, pour vous permettre d'en prendre connaissance à temps, a pour but aussi bien de donner des moyens concrets pour que la paix s'installe dans le monde, ainsi qu'avec notre planète tant agressée, que de tracer des perspectives d'action concernant la nouvelle impulsion internationale que nous comptons donner si vous nous faites confiance pour diriger la France. Notre programme a été rendu possible par vos nombreuses contributions, soyez-en remerciés, et, le 22 avril, sur [approximations.fr](http://approximations.fr), votez pour le parti qui rendra possible une paix perpétuelle : en France et dans le monde, pour un mode où le social ne s'oppose pas à l'économie, où le respect de la planète n'est pas un frein mais une re-direction de la production mondiale, où la démocratie et la diplomatie vont de pair.*

*Megalo Paul et Elsp, CRP, le 17/04/07.*



*Elsp et Megalo Paul avant une conférence européenne à Tübingen sur l'écologie et l'urbanisme.*